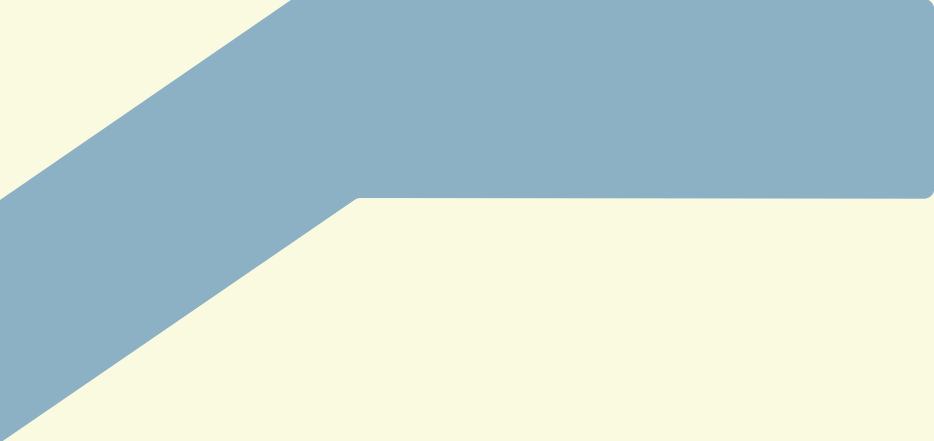




CCF MANDAT CROISSANCE

3^{ème} Trimestre 2026

Rapport de Gestion



Patrice BENECH
Gérant

Au troisième trimestre, l'économie mondiale est restée globalement résistante, malgré une inflation toujours élevée, des politiques monétaires restrictives et un contexte géopolitique tendu au Moyen-Orient. Ces tensions ont contribué à maintenir le prix du pétrole au-dessus de 100 dollars le baril. La croissance mondiale s'est poursuivie, mais de façon inégale selon les régions et les secteurs. Les écarts de performance entre les marchés se sont accentués, soulignant l'importance d'une stratégie d'investissement diversifiée, sélective et attentive à la maîtrise des risques.

Aux États-Unis, l'économie a conservé une bonne dynamique, soutenue par la consommation des ménages et un marché du travail solide. En septembre, la Réserve fédérale a de nouveau relevé ses taux directeurs, l'inflation restant supérieure à son objectif de 2 %. Elle a également indiqué qu'un nouveau resserrement pourrait intervenir avant la fin de l'année. Cette position a soutenu le dollar, qui a connu en septembre sa meilleure progression mensuelle depuis mars. Les marchés américains ont néanmoins bien résisté. Le S&P 500¹ a progressé sur le trimestre, principalement grâce aux secteurs technologique et à la santé. La hausse des rendements obligataires a toutefois limité les gains, en exerçant une pression sur les valorisations.

En zone euro, la croissance est restée modérée au deuxième trimestre, malgré une progression positive sur la période. Les marchés actions européens ont perdu de leur élan en septembre, après plusieurs mois de hausse. Le Stoxx 600² a ainsi terminé le trimestre en baisse. La progression des prix de l'énergie a accru les coûts des entreprises et pesé sur leurs marges, tandis que la hausse des rendements obligataires a renchéri le financement et réduit l'attrait des actifs risqués. En France, les prévisions de croissance annuelle ont été revues à la baisse. La Banque centrale européenne a maintenu une politique monétaire restrictive afin de contenir l'inflation, ce qui a contribué au léger recul de l'indice MSCI Europe³.

Au Japon, la banque centrale a relevé son taux directeur en septembre, dans un contexte d'inflation proche de 2 % et de forte pression sur le yen. Face à la faiblesse persistante de la devise, Tokyo et Washington ont coordonné une intervention exceptionnelle sur le marché des changes afin de contribuer à sa stabilisation. Par ailleurs, la croissance du PIB japonais au deuxième trimestre a été révisée à la hausse. Ces éléments, combinés à la progression des actions japonaises, ont favorisé une performance positive du marché local.

Les marchés émergents ont quant à eux connu des évolutions contrastées. En Chine, la croissance a ralenti au début du trimestre et est restée inférieure à l'objectif officiel. La production industrielle, la consommation des ménages et l'investissement ont montré des signes de faiblesse. Les exportations liées aux technologies de l'intelligence artificielle sont

toutefois demeurées dynamiques. En fin de trimestre, les autorités chinoises ont annoncé de nouvelles mesures de soutien budgétaire et monétaire, jugées néanmoins insuffisantes par les marchés au regard des difficultés économiques.

En termes de gestion, nous avons décidé de solder notre position sur les moyennes capitalisations allemandes, du fait de la dégradation de l'environnement pour l'industrie allemande. Le secteur est notamment pénalisé par la hausse récente des prix du pétrole et du gaz, le décalage dans la mise en œuvre des dépenses d'infrastructure et la sensibilité accrue des valeurs de moyenne capitalisation à la remontée des taux d'intérêt.

Nous avons également cédé notre exposition à la thématique des terres rares. Même si les enjeux liés aux terres rares restent structurellement importants, leur matérialisation nous semble devoir s'inscrire sur un horizon plus long. Dans l'environnement actuel, les investisseurs privilégient davantage les segments de marché bénéficiant de catalyseurs plus visibles et de perspectives plus favorables à court et moyen terme.

En contrepartie, nous avons renforcé l'exposition aux actions européennes de grande capitalisation afin de réduire la concentration géographique et sectorielle de l'allocation sur la zone, et accru notre exposition à l'Asie développée en investissant dans les actions singapouriennes. Singapour présente plusieurs caractéristiques que nous considérons comme attractives dans le contexte actuel : une exposition significative au secteur bancaire, que nous jugeons solide, un niveau d'endettement public limité, une croissance économique soutenue, une inflation maîtrisée et une capacité historique à mieux résister lors des phases de correction affectant certains marchés d'Asie du Sud-Est. Le marché singapourien constitue par conséquent un facteur de diversification intéressant, notamment dans un environnement marqué par la hausse des taux longs et une volatilité accrue autour des valeurs technologiques.

Pour les mois à venir, notre scénario central repose sur la poursuite d'une croissance mondiale encore soutenue, mais plus hétérogène selon les régions.

Aux États-Unis, nous anticipons le maintien d'une demande intérieure robuste, mais de plus en plus polarisée. Cette dynamique, parfois qualifiée d'économie « en K », repose principalement sur les ménages les plus aisés et sur les secteurs qui bénéficient directement des investissements dans l'intelligence artificielle. À l'inverse, la progression des revenus d'une partie importante des ménages reste modérée et le taux d'épargne demeure faible. Cette divergence pourrait progressivement limiter la capacité de la consommation à soutenir seule la croissance.

En Europe, les enquêtes de conjoncture restent compatibles avec une croissance modérée. Toutefois, la région est particulièrement exposée à la hausse des prix de l'énergie, ce qui limite les perspectives d'accélération à court terme.

Au Japon, la normalisation progressive de la politique monétaire devrait se poursuivre à partir de niveaux de taux qui restent relativement faibles en termes réels.

La région Pacifique hors Japon présente un environnement complexe. Les économies asiatiques bénéficient de la demande mondiale en technologies, notamment en semi-conducteurs et en équipements associés à l'intelligence artificielle. Elles restent cependant exposées aux conséquences du choc énergétique, en particulier par l'intermédiaire du détroit d'Ormuz, qui joue un rôle majeur dans les importations de pétrole de la région. Dans cet environnement, les marchés d'Asie hors Japon, notamment Singapour, la Corée et Taïwan, restent bien positionnés pour bénéficier progressivement des retombées de l'investissement mondial dans l'intelligence artificielle et du développement des chaînes de valeur technologiques.

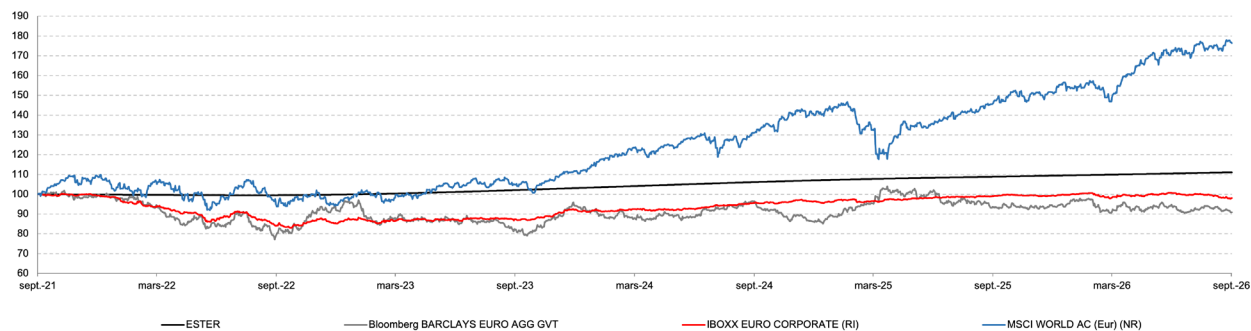
Enfin, les marchés émergents devraient continuer à jouer un rôle important dans une phase de diffusion de la croissance des bénéfices au-delà des grands marchés développés. Leurs valorisations apparaissent attractives dans plusieurs segments, tandis qu'un dollar globalement surévalué pourrait, à terme, favoriser leurs devises.

¹ **Le S&P 500** (Standard & Poor's 500) est un indice boursier de référence qui suit la performance de 500 des plus grandes sociétés cotées en bourse aux États-Unis.

² **Le Stoxx 600** (ou STOXX 600) est un indice boursier paneuropéen de référence qui suit la performance de 600 entreprises de toutes tailles (grandes, moyennes et petites capitalisations) réparties à travers 17 pays d'Europe.

³ **Le MSCI Europe** : Le MSCI Europe est un indice boursier créé par la société MSCI qui mesure la performance des actions de grandes et moyennes capitalisations de 15 pays européens développés.

Évolution des marchés entre le 30 septembre 2021 et le 30 septembre 2026



Source : HSBC Asset Management – 30 septembre 2026

Sauf mention contraire, les performances des indices actions ne sont pas présentées en dividendes réinvestis. Les performances présentées ont trait aux années passées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Les risques auxquels le mandat peut être exposé sont définis à la fin du document.

L'indice de marché est présenté au client uniquement à titre illustratif. Il n'est pas utilisé comme référence par l'équipe de gestion dans le cadre de son activité.

ESTER : 11.13 % / Bloomberg Barclays Euro Agg Gvt : -9.09 % / IBoxx Euro Corporate (RI) : -1.91 % / MSCI World AC (Eur) (NR) : 76.41 %

Indicateur de risques



CCF Mandat Croissance est le mandat diversifié qui correspond au profil de risque élevé au sein d'une gamme de plusieurs profils. Avec une allocation en actions comprise entre 70 % et 90 %, il constitue un investissement fortement exposé au risque des marchés d'actions.

Ester : taux d'intérêt interbancaire de référence. Il définit les conditions des prêts à court terme que les banques s'accordent entre elles sur le marché monétaire. L'Ester correspond à une moyenne de taux d'intérêt pondérée par le volume de transactions réalisées.

Bloomberg Barclays Euro Agg Gvt : indice composé d'emprunts d'Etats notés 'investment grade', libellés en euro et émis sur le marché des euro-obligations et marchés nationaux de la zone Euro (Composante d'emprunts d'Etats du Barclays Euro Aggregate).

IBoxx Euro Corporate (RI) : indice composé d'obligations émises en zone Euro ou libellées en euro issues de sociétés financières (banques, assurances,...) et non financières (automobile, énergie, environnement, industrie,...). Sa composition est revue tous les mois. Il comprend actuellement plus de 1 200 lignes d'obligations.

MSCI World AC (Eur) (NR) : composé d'actions d'environ 1 600 entreprises de grande capitalisation cotées sur les bourses de 23 pays développés, cet indice est représentatif des plus grandes capitalisations mondiales des pays industrialisés. Exprimé en euro, dividendes réinvestis.

Indicateur de risque ou SRI : 4/7 Le SRI (Summary Risk Indicator) est un indicateur global du niveau de risque du produit. L'échelle varie de 1 (le moins risqué) à 7 (le plus risqué). Les données historiques pourraient ne pas constituer une indication fiable pour le futur. Rien ne garantit que la notation restera la même et la classification peut varier à long terme. La note la plus basse n'indique pas que l'investissement est exempt de tous risques. Le mandat présente un indicateur de risque élevé. La valeur liquidative pourra connaître de fortes variations à la baisse comme à la hausse.

Risques principaux auxquels le mandat peut être exposé :

- **Perte en capital**

Le capital n'est pas garanti.

- **Gestion discrétionnaire**

Ce risque repose sur l'anticipation du gestionnaire de l'évolution des différents marchés et titres. Il existe un risque que le mandat ne soit investi à tout moment sur les marchés et les titres les plus performants.

- **Actions**

Les fluctuations de ces marchés peuvent impacter la performance du Portefeuille à la hausse comme à la baisse.

- **Taux d'intérêt**

Les variations de taux de change entre les devises peuvent avoir un impact significatif sur la performance du portefeuille.

- **Crédit**

Le risque de crédit est le risque que la situation financière de l'émetteur se dégrade, le risque extrême étant le défaut de l'émetteur. Cette dégradation peut entraîner une baisse de la valeur des titres de l'émetteur et donc une diminution de la valeur du portefeuille. Ce risque est plus élevé pour les titres de créances de notation inférieure à « investment grade ».

- **Change**

Les variations de taux de change entre les devises peuvent avoir un impact significatif sur la performance du portefeuille.

- **Exposition aux pays émergents**

Les investissements réalisés dans les pays émergents présentent un plus grand risque que ceux effectués dans les pays développés.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le montant investi dans le mandat peut fluctuer à la hausse comme à la baisse en fonction des variations des cours des actifs et des devises. Il n'y a pas de garantie que l'intégralité du capital investi puisse être récupéré.

Source : HSBC Asset Management – 30 septembre 2026 .

CCF délègue la gestion financière des mandats à HSBC Asset Management. Cette présentation est produite par CCF et est destinée à des investisseurs non professionnels au sens de la directive européenne MIF. Ce document ne revêt aucun caractère contractuel et ne constitue en aucun cas ni un conseil en investissement, ni une sollicitation d'achat ou de vente dans toute juridiction dans laquelle une telle offre n'est pas autorisée par la loi. Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de HSBC Asset Management sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Ils sont liés à la gestion déléguée et ne doivent en aucun cas être utilisés en dehors de ce contexte. Ils ne sauraient constituer un engagement de HSBC Asset Management. L'ensemble des informations contenues dans ce document peut être amené à changer sans avertissement préalable. En conséquence, ni HSBC Asset Management, ni CCF ne sauraient être tenus responsables d'une décision d'investissement ou de désinvestissement prise sur la base de ces commentaires et/ou analyses. Toutes les données sont issues de HSBC Asset Management sauf avis contraire. Les informations fournies par des tiers proviennent de sources que nous pensons fiables mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude. Le souscripteur éventuel devra au préalable s'assurer de la compatibilité de la souscription avec la réglementation dont il relève, il lui appartient avant toute décision d'investissement de s'assurer que le support considéré correspond à sa situation financière, sa sensibilité aux risques, à son horizon de placement et à ses objectifs d'investissement. Le capital n'est pas garanti. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Pour une information détaillée concernant les risques associés, se référer à la convention de mandat. Votre conseiller en agence se tient à votre disposition pour tout complément d'information. Les caractéristiques et mesures sont fournies à titre indicatif uniquement et sont susceptibles d'être modifiées pour tenir compte des changements de marché.

MSCI. Les données MSCI sont réservées exclusivement à un usage personnel et ne doivent être ni reproduites, ni transmises ni utilisées dans le cadre de la création d'instruments financiers ou d'indices. Les données MSCI ne sauraient constituer ni un conseil en investissement, ni une recommandation de prendre (ou de ne pas prendre) une décision d'investissement ou de désinvestissement. Les données et performances passées ne sont pas un indicateur fiable des prévisions et performances futures. Les données MSCI sont fournies à titre indicatif. L'utilisateur de ces données en assume l'entière responsabilité. Ni MSCI ni aucun autre tiers impliqué ou lié à la compilation, à l'informatisation ou à la création des données MSCI (les « parties MSCI ») ne se porte garant, directement ou indirectement, de ces données (ni des résultats obtenus en les utilisant). Les Parties MSCI déclinent expressément toute responsabilité quant à l'originalité, l'exactitude, l'exhaustivité, la qualité, l'adéquation ou l'utilisation de ces données. Sans aucunement limiter ce qui précède, en aucun cas une quelconque des parties MSCI ne saurait être responsable de tout dommage, direct ou indirect (y compris les pertes de profits), et ce même si la possibilité de tels dommages avait été signalée (www.msci.com).

HSBC Asset Management est la marque commerciale de l'activité de gestion d'actifs du Groupe HSBC, qui comprend les activités d'investissement fournies par nos entités locales réglementées.

HSBC Global Asset Management (France) - 421 345 489 RCS Nanterre. S.A au capital de 8.050.320 euros.

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (n° GP99026)

Adresse postale : 38 avenue Kléber 75116 PARIS

Siège social : Immeuble Cœur Défense | 110, esplanade du Général de Gaulle - La Défense 4 - 92400 Courbevoie - France

CCF - S.A au capital de 147 000 001 €, agréée en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 315 769 257 - Siège social : 103 rue de Grenelle - 75007 Paris. Intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS sous le numéro 07 030 182 (www.orias.fr).

En cas de besoin, les investisseurs peuvent se référer à la charte de traitement des réclamations disponible par Internet : ccf.fr, rubrique « Aide-contact ». Un formulaire est dédié au traitement des réclamations.

Document non contractuel, mis à jour en octobre 2026

Copyright : Tous droits réservés © CCF 2026

AMFR_2026_WHOLE_CL_0378. Expire : 30/09/2027